



snuipp



Supplément au Bulletin S3 Bordeaux
n°165 de septembre 2008
directeur de publication :
MC DUNORD - 1009S07145

Mardi 16 septembre 2008

Spécial PEGC

Sommaire

- Edito
- Darcos veut une médaille
- Fcomme fichage...
- Spécial tous à Paris !
- Salaires : +0.5%...
- Rapport Pochard
- L'école : celle qu'on nous impose
- Le 7 octobre dans la rue
- Enseignements artistiques
- Syndicalisation
- CAPA du 17 avril 2008

Tous à Paris le 19 octobre.

... Des économies généralisées, une colère majuscule...

La suppression des postes se fait lourdement sentir en cette rentrée et elle doit s'amplifier dans le cadre de la révision Générale des Politiques Publiques (20 000 postes par an entre 2009 et 2012). La détérioration du système éducatif, la mise en cause du statut des personnels sont les conséquences directes des restrictions budgétaires draconiennes imposées au service public.

La métamorphose du collège se dessine. La loi d'orientation de 2007 en avait prévu les outils :

- Recentrage sur le socle commun = appauvrissement des enseignements et inégalité des chances éducatives offertes aux élèves ;
- "Expérimentation" comme affranchissement des "rigidités" = porte ouverte à la déréglementation des programmes et des horaires ;
- Adaptation au " local " = disparités induites inévitablement ;
- Renforcement de l'autonomie des établissements = mise en concurrence, renforcement des pouvoirs hiérarchiques ;
- Enseignements revus à la baisse, horaires amputés de 20% et annualisés ;
- Assouplissement puis suppression de la carte scolaire dès 2010, conduisant à une école à plusieurs vitesses, à la ghettoïsation des établissements les plus difficiles ;
- Accompagnement éducatif menaçant l'existence même de certaines disciplines.

La revalorisation enseignante risque fort de n'en être qu'une redéfinition.

- Missions multipliées et diversifiées, pour pallier entre autres des disparitions programmées (Copsy)
- Heures supplémentaires imposables, annualisation, allongement du temps de service,
- Bivalence,
- Développement de la précarité, baisse du nombre des postes offerts aux concours,
- Remplacement imposé des collègues absents,
- Progression de carrière et rémunération au mérite.

C'est le statut même d'enseignant qui est en ligne de mire.

Mobilisons-nous ! l'avenir des enfants, celui de notre profession et celui du choix de la société où nous voulons vivre sont en jeu.

TOUS A PARIS LE 19 OCTOBRE

Bruno LAULAN, Huguette MAZET, Marie Rose ROBERT, Gilbert PERRET

◆ Tableau d'Avancement à la Hors-Classe :

Sur les 2 collègues promouvables, l'une a un avis défavorable. Une seule sera donc promue. La FSU est intervenue sur les Avis Défavorables : ceux-ci pénalisent financièrement des collègues qui, pendant 30/35 ans de leur carrière, ont donné entière satisfaction et qui, par les aléas de la vie, rencontrent des difficultés que seul, un soutien " psychopédago et professionnel " peut permettre de surmonter.

Ce n'est plus un Avancement de Carrière...ce sont des Promotions au Mérite !!...alors que plus rien ne s'oppose à la mise en extinction effective de la CN des PEGC à compter du 1/9/08...celle-ci permettrait en outre que des mesures d'assimilation soient prises pour les PEGC partis à la retraite avec le grade Classe Normale.

◆ Tableau d'Avancement à la Classe Exceptionnelle :

→ Pour être promuable, il fallait avoir obtenu le 5ème échelon avant le 31/12/07. Il y a donc 198 promouvables cette année (Rentrée 2008)...et dorénavant, en cas d'égalité de barème, 2 nouveaux critères s'appliqueront successivement :

- l'Ancienneté dans le corps

- l'Age

→ Avis Défavorables : 9 , cette année ! IPR et Chefs d'Etablissements usent de leur pouvoir...au détriment des collègues !...

→ Le Recteur a la possibilité de choisir jusqu'à 5% des promouvables et il choisit le collègue classé... 192ème (sur 198 !).

La FSU refuse ce choix pour privilégier les Barèmes, seul critère d'équité.

Le SNUipp et le SNES montent chaque fois au créneau pour dénoncer ces abus de pouvoir : que représentent les barèmes maintenant ? Pour l'Avancement de la Carrière, il faut tenir compte du " Grand Choix ", du " Choix ", de " l'Ancienneté ", des " Avis Favorables (ou pas) " et des " 5% du Recteur " !!!...Voilà, déjà bien amorcée, l'individualisation des carrières, sans citer les autres facteurs .

Le contingent n'étant pas encore attribué à l'Académie, nous n'avons pu que vérifier l'ordre d'accès des PEGC.

Le SNUipp et le SNES ont noté que le phénomène de " bouchon " à l'entrée de ce grade s'accroît. En effet, sur 198 collègues promouvables, 50 ont eu le barème 230 , 31 ont le barème 220...soit respectivement au 1/9/2008, une ancienneté de 5 et de 4 ans dans le 6ème échelon de la Hors-Classe. Cet allongement de la durée d'attente pour accéder à la CE et la quasi impossibilité pour la plupart de ces collègues qui parviennent à ce grade d'atteindre les 4ème et 5ème échelon (indice 782) de la CE montrent que l'engagement pris par le Ministère en 1993 " d'ouvrir aux PEGC des perspectives de carrières identiques à celles des certifiés " n'est toujours pas respecté. Aussi, dès la CAPA de Janvier, nous avons sollicité le Recteur pour qu'il attire l'attention du Ministre sur le déroulement de carrière des PEGC afin que soient prises des mesures concernant l'augmentation des emplois CE et la réduction des durées d'ancienneté requises pour accéder au 4ème et 5ème échelon de la CE.

Remarque : le contingent de la CE est arrivé fin Juin :

- 85 promotions pour l'Académie de Bordeaux (l'an dernier : 107)

- 198 promouvables

- 9 -1 (levé sur notre intervention) = 8 avis défavorables qui restent (soyez vigilants, expliquez-vous avec vos Principaux)

La FSU a tenu à vous informer individuellement

◆ Notation :

Une seule contestation due à la note administrative maintenue : le Chef d'Etablissement a utilisé ce moyen pour donner au collègue, un Avis Défavorable pour son accès à la CE.... Le collègue ,toujours consciencieux dans son travail, ne se " soumettait " pas facilement aux " innovations " telles que IDD, PPRE, même s'il pratiquait " les thèmes de convergence " !!! La notation a été maintenue mais notre intervention a permis de faire lever l'Avis Défavorable pour l'accès à la CE.

◆ Réadaptation :

1 collègue a eu la possibilité d'être maintenu en Réadaptation.

◆ Mouvement :

→ 18 participations au Mouvement, dont 4 qui relèvent de Mesure de Carte Scolaire !

→ 5 collègues n'ont rien obtenu (dont 1 qui est en CLM)

→ 2 sont affectés provisoirement pour l'année

→ 8 demandes (soit 44%) ont obtenu un poste demandé.

Le SNUipp et le SNES regrettent qu'insuffisamment de postes restent ouverts afin de permettre un plus grand nombre de mutations.

Actualités.....en bref

◆ Darcos veut "une médaille du Bac"

Lycées et parents dénoncent une mesure "Bling Bling".
"Elle serait de couleur différente, peut être sur le mode des médailles sportives, or, argent, bronze, selon la mention obtenue", a expliqué le ministre de l'Education au "Parisien". Mieux qu'une médaille..... Le CD de Carla Bruni Dedicacé !
"Et pourquoi pas une médaille en chocolat pour les bacheliers obtenant leur bac au rattrapage."

◆ F comme fichage, L comme liberticide

Pétition " Non à Edvige " : Depuis le 10 juillet l'appel a reçu 156722 signatures dont 860 d'organisations, collectifs, partis et syndicats.
Le gouvernement commence à reculer mais tergiverse en cherchant à préserver l'inscription dans le fichier à partir de 13 ans. Nous devons accentuer la pression et obtenir le retrait du fichier. Signez la pétition en ligne ou sur papier, à faire circuler. <http://www.nonaedvige.ras.eu.org>

◆ Dimanche 19 octobre : SPECIAL TOUS A PARIS !

**" QUI EN OCTOBRE, IRA A PARIS,
DIRA QUE L'ECOLE DE LA REPUBLIQUE N'EST
PAS FINIE ! "**

Proverbe syndical et unitaire des organisations appelantes à ce jour : FAEN ; FSU ; SGEN-CFDT ; UNSA- EDUCATION ; FERC-CGT ; SUD-EDUCATION ; UNEF ; FIDL ; UNL, et, FCPE ; CRAP ; GFEN ; CEMEA ; LIGUE DE L' ENSEIGNEMENT ; PEP ; FRANCAS ; JPA ...

L'EDUCATION EST NOTRE AVENIR : PAS SANS VOUS !

Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'éducation. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Mais imagine-t-on ce que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé tous les jours par notre Ecole ?

S'inscrire au plus vite au SNUipp ou au SNES de votre département. Souscrire, faire souscrire au plus vite

De bonnes raisons de manifester pour l'école le 19 Octobre 2008 ?

En lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, à quoi assistons- nous ? Au spectacle d'une politique gouvernementale qui, au delà des habillages, ne voit dans l'éducation qu'un moyen d'économiser. La préparation du budget 2009 en est la démonstration : 13500 suppressions d'emplois programmées, soit, dans le cadre triennal dans lequel ce budget s'inscrit, plus de 40 000 postes promis à disparition sur les 3 ans à rajouter aux 11 200 suppressions de cette année !

**La coupe est pleine. Tous à paris le 19 !
Signons la pétition pour la défense du
SERVICE PUBLIC**

**Sur le site : <http://service-public-notre-richeesse.fr>
Soixante personnalités, universitaires, syndicalistes,
militants associatifs, élus, écrivains, appellent à signer
le texte où ils affirment**

" Le service public est notre richesse : mobilisons- nous !"

◆ Salaires : + 0,5% au 1er mars 2008

Les décisions gouvernementales d'augmenter les traitements des fonctionnaires de 0,5% au 1er mars et 0,3% au 1er octobre, sans autre mesure pour 2008 sont nettement en deçà de la hausse des prix alors que la poussée inflationniste se confirme.

La garantie individuelle de pouvoir d'achat, versée à ceux qui ne compensent pas la perte du pouvoir d'achat par l'avancement ou la promotion, est emblématique de ce choix. La politique gouvernementale reste marquée par les logiques du " travailler plus pour gagner plus " et par l'objectif d'une rémunération prenant en compte mérite et résultats. Le développement des HS, défiscalisées et exonérées des prélèvements sociaux (mise à part les HSA), permet encore à l'état employeur de payer moins le travail des enseignants. Cette politique est dangereuse. La perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires s'aggrave. Pour la FSU rien ne peut justifier cette situation, que le rapport Pochard esquive. Elle le dira fortement dans les discussions annoncées par le ministre de l'Éducation nationale.

◆ Rapport Pochard

Conditions de travail aggravées pour les enseignants

- Augmentation des obligations de service.
- Annualisation du service.
- Bivalence en collège.
- Evaluation assurée par le seul chef d'établissement.

- Primes, indemnités, décharges attribuées sur la base de critères locaux.
- Profilage des postes avec avis du chef d'établissement sur les affectations.
- Une partie des horaires élèves décidée au niveau de l'établissement.

Actualités.....en bref

◆ L'école : Celle qu'on nous impose et Celle que nous voulons

Ce qui change pour les élèves à la rentrée 2008

- L'accueil des enfants de 2 ans en maternelle continue à régresser y compris dans les zones difficiles.
- Les suppressions des postes alourdissent les effectifs de classe, ne permettant plus d'assurer les remplacements, réduisant les options en collèges et lycées.
- Le fichage informatique des élèves veut se généraliser.
- Les programmes " nouveaux " de X.Darcos se mettent en place, désapprouvés par la grande majorité des corps enseignants.
- Les heures supplémentaires pour les élèves en difficulté scolaire sont censées pallier l'échec scolaire.
- Les mesures contre les réseaux d'aide, SEGPA, les moyens ZEP se précisent.
- La généralisation des bac pro en 3 ans engendrera la suppression des BEP.

→ L'abandon de la carte scolaire, la mise en concurrence entre les établissements, aboutiront à la création d'une éducation à plusieurs vitesses.

Ce qu'il faut pour lutter contre l'exclusion sociale et l'échec scolaire

- Le maintien de la mixité sociale pour la réussite de tous.
- L'abaissement des effectifs de classe.
- La lutte contre les difficultés scolaires pendant le temps scolaire, assurée par des enseignants et des personnels spécialisés.
- Un parcours de formation adapté au rythme des élèves.
- L'abandon des programmes qui reprennent ceux de 1923.
- Un lien structurel efficient entre chercheurs et professionnels de l'éducation.

◆ LE 7 OCTOBRE DANS LA RUE

Le 7 octobre, la CSI (confédération syndicale internationale) mobilise partout dans le monde sur le " travaille décent ". En France, six organisations mettent tout en œuvre pour favoriser l'implication d'un maximum de salariés dans tout le pays. (CFDT, CFE - CGT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA). La moitié de la main d'œuvre dans le monde gagne moins de 2 dollars par jour. 12,3 millions d'hommes et de femmes travaillent dans des conditions d'esclavage. 200 millions d'enfants âgés de moins de 15 ans travaillent au lieu d'aller à l'école. 2,2 millions de personnes meurent chaque année d'accidents de travail et de maladies professionnelles. ...

Pour la France, les 5 confédérations ont décidé d'organiser le 7 octobre à Paris, en face du parvis " des droits de l'homme " de 17 heures à 20 heures un concert avec plusieurs artistes engagés et des témoignages de syndicalistes français européens et internationaux. Les 6 organisations syndicales travaillent à la formalisation d'un appel unitaire en vue de favoriser l'implication du plus grand nombre de salariés dans cette journée.

◆ Enseignements artistiques menacés

Le B.O du 19 mai 2008, sans consultation préalable, annonce l'intégration de l'histoire des arts dans les programmes de l'école primaire à la rentrée 2008, ainsi que dans ceux des collèges et lycées à la rentrée 2009. Au collège, l'histoire des arts représentera un quart du programme d'histoire et la moitié des programmes d'éducation musicale et d'arts plastiques. Une épreuve obligatoire est prévue dès la session 2009 du brevet des collèges. A cette occasion les élèves pourront valoriser une pratique artistique personnelle acquise en dehors de l'école ; c'est un renoncement à l'égalité d'accès aux pratiques artistiques mises en place depuis plusieurs années, renoncement inadmissible. Il semble que le programme de cet enseignement soit déjà établi, alors que la consultation des

enseignants intéressés est toujours en cours.

Une pétition est à signer sur le site du SNES : <http://www.snes.edu/Petitions/?pétition=2>

* Quelques chiffres nationaux parlants

- Part du PIB consacrée à l'éducation (6%) inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE.
- Poste d'enseignants supprimés :
2003 - 2008 : 30 000 ; Rentrée 2008 : 9130 ; 2010-2012 : 80 000
Soit 1 suppression de poste pour 8 élèves en moins ; en 5 ans les suppressions représentent 2 fois plus que la fameuse baisse démographique ne le nécessite.

◆ SYNDICALISATION

Aujourd'hui plus que jamais, les droits des salariés comme les acquis professionnels et sociaux sont remis en cause. La volonté de réduire les dépenses publiques prend le pas sur la prise en compte de l'intérêt général. En reléguant au 2d plan les besoins de tous, notamment en matière d'éducation, pour satisfaire les désirs d'une minorité concentrant tous les pouvoirs, l'Etat libéral creuse les inégalités. Les réformes du système éducatif se mettent en place de façon arbitraire, sans consultation. L'action syndicale reste à ce jour la seule alternative indépendante à l'hégémonie du pouvoir économique.

**Pour donner plus de poids à notre action, à votre action,
SE SYNDIQUER EST INDISPENSABLE**

JE ME SYNDIQUE A LA FSU : au SNES / au SNUIPP

NOM :

PRENOM :

Adresse Personnelle :

.....

Tél :

Etablissement :

.....

SNUIPP/FSU : Bourse du travail, cours Aristide Briand 33000 BORDEAUX;
SNES / FSU : 138, Rue de PESSAC 33000 BORDEAUX